

29^e CONFÉRENCE SANITAIRE PANAMÉRICAINNE

69^e SESSION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'OMS POUR LES AMÉRIQUES

Washington, D.C., ÉUA, du 25 au 29 septembre 2017

Point 5.3 de l'ordre du jour provisoire

CSP29/13
4 août 2017
Original : anglais

NOMINATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'OPS POUR 2018-2021

1. L'audit d'une organisation par une entité extérieure est l'un des instruments clés assurant la transparence et la surveillance de ses opérations. Le mandat du Commissaire aux comptes actuel arrivera à son terme expiration à l'achèvement de l'audit de l'exercice financier 2017. Le Commissaire aux comptes actuel, la Cour des comptes espagnole, s'est acquitté de cette fonction pendant les trois dernières périodes biennales.
 2. En conformité à l'article 14.1 du Règlement financier, la Conférence sanitaire panaméricaine ou le Conseil directeur nommera un Commissaire aux comptes de réputation internationale aux fins d'audit financier des comptes de l'Organisation. La durée du mandat est à la discrétion de la Conférence ou du Conseil. Toutefois, il est coutume de nommer le Commissaire aux comptes pour deux périodes biennales.
 3. Une note verbale a été envoyée à tous les États Membres, États participants et Membres associés en août 2016. La note verbale décrivait en détail le processus que les États Membres devaient suivre pour proposer la nomination d'un Commissaire aux comptes pour les périodes biennales 2018-2019 et 2020-2021. La date butoir pour la réception des soumissions des États Membres était le 31 janvier 2017. Afin de donner aux États Membres un délai supplémentaire pour pleinement participer au processus, la Directrice a repoussé l'échéance pour la réception des nominations par le Bureau sanitaire panaméricain (BSP) à la date du 19 juin 2017.
 4. Le BSP a reçu une proposition du gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour la nomination de son bureau d'audit national (NAO). La proposition de nomination comportait la proposition entière correspondante, comme requis dans la note verbale mentionnée ci-dessus.
 5. Toute la documentation disponible pour la proposition de nomination a été transmise au Comité d'audit de l'OPS pour examen et commentaires. Les commentaires du Comité seront transmis aux États Membres, États participants et Membres associés dans un document séparé.
-

Mesure à prendre par la Conférence sanitaire panaméricaine

6. La Conférence, afin d'aider au processus de sélection, invitera les représentants de l'entité d'audit nommée à faire une présentation résumée de sa proposition et à répondre aux questions des États Membres.

7. Conformément aux règles de procédure, la Conférence élira ensuite le Commissaire aux comptes. Une fois la sélection terminée, la Conférence sera priée de considérer la résolution figurant à l'annexe A.

Annexes :

- Annexe A : Projet de résolution
- Annexe B : *Note verbale* et pièces jointes, dont : *Extrait du Règlement financier de l'OPS (en anglais), Termes de référence supplémentaire (en anglais) et Information de référence*
- Annexe C : Proposition reçue du gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

29^e CONFÉRENCE SANITAIRE PANAMÉRICAINNE

69^e SESSION DU COMITÉ RÉGIONAL DE L'OMS POUR LES AMÉRIQUES

Washington, D.C., ÉUA, du 25 au 29 septembre 2017

CSP29/13
Annexe A
Original : anglais

PROJET DE RÉOLUTION

NOMINATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'OPS POUR 2018-2021

LA 29^e CONFÉRENCE SANITAIRE PANAMÉRICAINNE,

(PP1) Ayant considéré le rapport de la Directrice du Bureau sanitaire panaméricain (BSP) sur la nomination du Commissaire aux comptes (document CSP29/13) ;

(PP2) Notant les règlements, règles et pratiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé,

DÉCIDE :

(OP)1. De nommer _____ Commissaire aux comptes de l'Organisation panaméricaine de la Santé pour la période 2018-2021, conformément aux principes et conditions stipulés à l'article XIV du Règlement financier.

(OP)2. De demander à la Directrice :

- a) d'établir les conditions générales d'un contrat entre l'Organisation et le Commissaire aux comptes nommé pour couvrir les modalités du travail du Commissaire aux comptes dans l'accomplissement de son mandat conformément à l'annexe B du document CSP29/13 qui offre des informations de référence sur la nomination du Commissaire aux comptes.
 - b) d'exprimer son appréciation au Président de la Cout d'audit espagnole pour l'excellent service auprès de l'Organisation panaméricaine de la Santé pour les exercices financiers de 2012 à 2017, en particulier en ce qui concerne son engagement vis-à-vis de son mandat et la qualité des recommandations fournies, qui ont contribué à l'efficacité et l'efficacités des opérations de l'Organisation.
-

Annexe B

Note verbale

Nomination du Commissaire aux comptes de l'Organisation panaméricaine de la Santé pour les périodes biennales 2018-2019 et 2020-2021

1. La Directrice présente ses compliments aux États Membres, aux États participants et aux Membres associés et a l'honneur de rappeler qu'en septembre 2015, par la résolution CD54.R14, le 54^e Conseil directeur a nommé le titulaire du Bureau du Président de la Cour d'Audit d'Espagne comme Commissaire aux comptes de l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) pour la période biennale 2016-2017. Par conséquent, et en référence à l'article 14.1 du Règlement financier de l'OPS, il incombe à la 29^e Conférence sanitaire panaméricaine, en septembre 2017, de nommer un Commissaire aux comptes de réputation internationale pour les périodes biennales 2018-2019 et 2020-2021. L'objectif de la présente note verbale est de démarrer le processus pour la nomination du Commissaire aux comptes en invitant les États Membres, les États participants et les Membres associés à proposer des nominations.

2. La Directrice du Bureau sanitaire panaméricain a par conséquent l'honneur d'inviter les Membres à nommer un candidat remplissant les conditions de l'article 14.1 du Règlement financier de l'OPS et dont ils souhaiteraient que la Conférence sanitaire panaméricaine considère la nomination comme Commissaire aux comptes de l'OPS pour les périodes biennales 2018-2019 et 2020-2021. Le texte intégral de l'article XIV du Règlement financier, les Termes de références additionnels régissant l'audit externe de l'OPS et l'information de référence, y compris l'information sur la portée des opérations financières de l'OPS sont joints à la présente.

3. Si un État Membre, un État participant ou un Membre associé souhaite proposer un candidat, le nom du candidat ainsi que la proposition appuyant le candidat doit parvenir à l'Organisation le 31 janvier 2017 au plus tard, afin de donner suffisamment de temps pour préparer la soumission à la 29^e Conférence sanitaire panaméricaine en septembre 2017. En ce qui concerne le Commissaire aux comptes proposé, la proposition du candidat doit comprendre :

- a) un curriculum vitae et des détails des activités nationales et internationales du candidat, spécifiant l'éventail des spécialités d'audit qui peuvent constituer un avantage pour l'Organisation ;
 - b) une description de l'approche, des procédures et des normes d'audit que le candidat appliquerait, eut égard aux principes et pratiques comptables de l'Organisation, de son Règlement financier et de ses Règles de gestion financière,
-

- ainsi que des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS, selon son acronyme en anglais) ;
- c) un nombre estimatif global de mois de travail en tant que Commissaire aux comptes qui seraient consacrés à l'exécution de l'audit pour chacun des quatre exercices financiers compris dans les deux périodes biennales 2018-2019 et 2020-2021 ;
 - d) pour chaque exercice financier (2018, 2019, 2020 et 2021), des honoraires proposés d'audit exprimés en dollars des États-Unis. Ces honoraires devront couvrir l'audit international des activités du programme régulier de l'OPS, ainsi que les activités extrabudgétaires et autres, et devront faire l'objet d'un résumé en une seule page. Dans l'estimation du coût de l'audit, tous les coûts de secrétariat et autres coûts accessoires, y compris tous les coûts de voyages et les frais de subsistance du personnel de l'Audit externe, devront être compris dans les honoraires proposés d'audit. Le coût des voyages devra comprendre les voyages du pays de résidence à Washington, D.C. et aux autres bureaux de l'Organisation, tels que requis par le Commissaire aux comptes aux fins de l'audit ;
 - e) une indication de la nature, de la portée et du calendrier des demandes d'information, y compris l'accès aux documents de travail d'audit du commissaire sortant, conformément aux normes d'audit reconnues, et une assurance de la coopération des personnes nommées lorsque leur mandat s'achèvera pour répondre aux demandes d'information similaire par le commissaire entrant ;
 - f) toute autre information qui peut aider la Conférence à finaliser la nomination, telle que des lettres de référence, des preuves d'adhésion à des associations professionnelles d'audit ou de comptabilité telles que l'Organisation internationale des Institutions supérieures de Contrôle (INTOSAI, selon son acronyme en anglais), l'accréditation de la Banque mondiale ou d'une autre agence internationale ou gouvernementale et des publications, entre autres.
4. Étant donné que les candidatures seront soumises à la Conférence sanitaire panaméricaine, elles doivent être préparées et soumises dans une des quatre langues de travail de l'OPS (anglais, espagnol, français ou portugais). L'Organisation se chargera de la traduction des offres. Pour cette raison, la candidature ne devra pas excéder 6000 mots et devra être présentée sous format lettre sur des pages ne dépassant pas 8,5 pouces (« inch ») x 11 pouces avec des marges d'au moins 1 pouce de chaque côté et en haut et en bas de page en format PDF prêt à l'impression.
5. L'Organisation saisit cette occasion pour exprimer son appréciation pour le soutien des États Membres, des États participants et des Membres associés à cette entreprise très importante.

**Extract from the Financial Regulations of the
Pan American Health Organization¹**

Regulation XIV – External Audit

- 14.1 The Conference or the Directing Council shall appoint an External Auditor of international repute to audit the accounts of the Organization. The Auditor appointed may be removed only by the Conference or the Directing Council.
- 14.2 Subject to any special direction of the Conference or the Directing Council, each audit which the External Auditor performs shall be conducted in conformity with generally accepted common auditing standards and in accordance with the Additional Terms of Reference set forth in the Appendix to these Regulations.
- 14.3 The External Auditor, in addition to rendering an opinion on the financial statements, may make such observations as deemed necessary with respect to the efficiency of the financial procedures, the accounting system, the internal financial controls, and in general, the administration and management of the Organization.
- 14.4 The External Auditor shall be completely independent and solely responsible for the conduct of the audit.
- 14.5 The Conference or the Directing Council may request the External Auditor to perform certain specific examinations and issue separate reports on the results.
- 14.6 The Director shall provide the External Auditor with the facilities required for the performance of the audit.
- 14.7 For the purpose of making a local or special examination or for effecting economies of audit cost, the External Auditor may engage the services of any national Auditor-General (or equivalent title) or commercial public auditors of known repute or any other person or firm that, in the opinion of the External Auditor is technically qualified.
- 14.8 The External Auditor shall issue a report including its opinion, on the audit of the financial statements prepared by the Director pursuant to Regulation XIII. The report shall include such information as deemed necessary in regard to Regulation 14.3 and the Additional Terms of Reference.

¹ Le Règlement financier n'existe qu'en version anglaise ou espagnole. Ci-joint la version en anglais.

- 14.9 The report(s) of the External Auditor shall be completed and provided to the Director together with the audited financial statements no later than 15 April following the end of the financial reporting period to which they relate. The Director will provide the report to the Executive Committee which shall examine the financial statements and the audit report(s) and shall forward them to the Conference or the Directing Council with such comments as deemed necessary

Appendix I

Additional Terms of Reference Governing the External Audit of the Pan American Health Organization²

1. The External Auditor shall perform such audit of the accounts of the Pan American Health Organization, including all Trust Funds, Special Funds, and Special Accounts, as deemed necessary to support the opinion:
 - a) that the financial statements are in accord with the books and records of the Organization;
 - b) that the financial transactions reflected in the statements have been in accordance with the rules and regulations, the budgetary provisions, and other applicable directives of the Organization;
 - c) that the financial resources have been verified by the certificates received direct from the Organization's depositaries or by actual count;
 - d) that the internal controls, including the internal audit, are adequate in view of the extent of reliance placed thereon;
 - e) that the procedures applied to the recording of all assets, liabilities, surpluses and deficits conform with industry best practices.
2. The External Auditor shall be the sole judge as to the acceptance in whole or in part of certifications and representations by members of the staff of the Organization and may proceed to such detailed examination and verification as needed.
3. The External Auditor shall have free access at all convenient times to all books, records and other documentation which are, in the opinion of the External Auditor necessary for the performance of the audit. Information classified as privileged and which the Director agrees is required by the External Auditor for the purposes of the audit, and information classified as confidential, shall be made available upon request. The External Auditor shall respect the privileged and confidential nature of any information so classified which has been made available and shall not make use of it except in direct connection with the performance of the audit. The External Auditor may bring to the attention of the Conference or the Directing Council any denial of information classified as privileged which, in their opinion, was required for the purpose of the audit.
4. The External Auditor shall have no power to disallow items in the accounts but shall bring to the attention of the Director for appropriate action any transaction that

² Les termes de référence n'existent qu'en version anglaise ou espagnole. Ci-joint la version en anglais.

creates doubt as to legality or propriety. Audit objections, to these or any other transactions, arising during the examination of the accounts shall be immediately communicated to the Director.

5. The External Auditor shall express an opinion on the financial statements of the Organization. The opinion shall include the following basic elements:

- a) identification of the financial statements audited;
- b) a reference to the responsibility of the entity's management and responsibility of the External Auditor;
- c) a reference to the audit standards followed;
- d) a description of the work performed;
- e) an expression of opinion on the financial statements as to whether:
 - i. the financial statements present fairly the financial position as at the end of the financial reporting period and the results of the operations for such period;
 - ii. the financial statements were prepared in accordance with the stated accounting policies;
 - iii. the accounting policies were applied on a basis consistent with that of the preceding financial reporting period unless disclosed in the financial statements.
- f) an expression of opinion on the compliance of transactions with the Financial Regulations and legislative authority;
- g) the date of the opinion and the signature of the External Auditor;
- h) the External Auditor's name and position;
- i) the place where the report has been signed;
- j) a reference to the report of the External Auditor on the financial statements, should one be provided.

6. The report of the External Auditor to the Conference or Directing Council on the financial operations of the financial reporting period should mention:

- a) the type and scope of examination;

- b) matters affecting the completeness or accuracy of the accounts, including, where appropriate:
 - i. information necessary to the correct interpretation of the accounts;
 - ii. any amounts that ought to have been received but which have not been brought to account;
 - iii. any amounts for which a legal or contingent liability exists and which have not been recorded or reflected in the financial statements;
 - iv. expenses not properly substantiated;
 - v. whether proper books of accounts have been kept; where in the presentation of statements there are deviations of a material nature from a consistent application of generally accepted accounting principles, these should be disclosed.
- c) other matters that should be brought to the notice of the Conference or the Directing Council such as:
 - i. cases of fraud or presumptive fraud;
 - ii. wasteful or improper expense of the Organization's money or other assets (notwithstanding that the accounting for the transaction may be correct);
 - iii. expense likely to commit the Organization to further outlay on a large scale;
 - iv. any defect in the general system or detailed regulations governing the control of receipts and disbursements, or of supplies and equipment;
 - v. expense not in accordance with the intention of the Conference or the Directing Council, after making allowance for duly authorized transfers within the Program Budget;
 - vi. expense in excess of Regular Budget appropriations as amended by duly authorized transfers within the Program Budget;
 - vii. expense not in conformity with the authority that governs it.
- d) the accuracy of the inventory and fixed assets as determined by a physical count and examination of the records.
- e) transactions accounted for in a previous financial reporting period, about which further information has been obtained, or transactions in a later financial reporting period about which the Conference or the Directing Council should have early knowledge.

7. The External Auditor may make such observations with respect to findings resulting from the audit and such comments on the financial report as deemed appropriate to the Conference or the Directing Council, or to the Director.
8. Whenever the External Auditor's scope of audit is restricted, or insufficient evidence is available, the External Auditor's opinion shall refer to this matter, making clear in the report the reasons for the comments and the effect on the financial position and the financial transactions as recorded.
9. In no case shall the External Auditor include criticism in any report without first affording the Director an adequate opportunity of explanation on the matter under observation.
10. The External Auditor is not required to discuss or report any matter which is considered immaterial.

Appendix II

Information de référence

Nomination du Commissaire aux comptes de l'OPS

1. Conditions générales et objectifs

1.1 L'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) cherche à obtenir un audit efficace effectué conformément à des normes techniques supérieures. L'audit devra avoir pour objectif de traiter de questions essentielles en matière de politique et de pratique financières tout en accordant une importance appropriée aux audits d'efficacité (rapport qualité-prix).

1.2 Le Commissaire aux comptes doit être expérimenté en matière de services d'audit professionnels suivant les *Normes comptables internationales du secteur public*, qui ont été officiellement adoptées par la 27^e Conférence sanitaire panaméricaine le 5 octobre 2007 dans la résolution CSP27.R18 et officiellement mises en application le 1^{er} janvier 2010.

1.3 Le Commissaire aux comptes doit disposer d'une expérience préalable de travail dans un environnement multiculturel et multilingue. Par conséquent, le Commissaire aux comptes doit être en mesure de fournir un personnel d'audit capable de fonctionner efficacement dans un environnement de ce type, en particulier avec des capacités linguistiques en espagnol et en anglais. Toutefois, le Commissaire aux comptes doit être en mesure de soumettre tous les rapports en anglais.

1.4 Le Commissaire aux comptes peut être engagé de temps à autre pour effectuer des audits de projet séparés conformément à des accords de projet conclus avec des donateurs. Ces contrats seront négociés séparément de l'audit financier principal biennal de l'Organisation.

2. Nature de la fonction d'audit

2.1 Une appréciation de l'ampleur et de la diversité des opérations financières de l'Organisation panaméricaine de la Santé, et donc de la nature de l'audit, peut être obtenue après lecture du rapport financier détaillé intitulé *Rapport financier du Directeur et Rapport du Commissaire aux comptes extérieur 1^{er} janvier 2015-31 décembre 2015*, qui est disponible en anglais et espagnol sur le site web de l'Organisation panaméricaine de la Santé à l'adresse suivante [en anglais] :

http://www.paho.org/hq/index.php?option=com_content&view=article&id=11981&Itemid=41975&lang=en

2.2 Le principal centre de l'activité financière est le siège de l'Organisation panaméricaine de la Santé à Washington, D.C., aux États-Unis d'Amérique. L'Organisation panaméricaine de la Santé est également présente dans vingt-huit pays à travers les bureaux des représentants et les centres techniques. Des informations supplémentaires concernant l'Organisation panaméricaine de la Santé sont disponibles sur son site web à l'adresse suivante [en anglais] :

http://www.paho.org/hq/index.php?option=com_content&view=article&id=91&Itemid=220&lang=en

3. **L'Organisation mondiale de la Santé (OMS)**

L'OPS sert également de Bureau régional pour l'Organisation mondiale de la Santé dans les Amériques (AMRO). Les activités d'AMRO financées par l'OMS font partie des états financiers consolidés de l'OPS. L'Organisation mondiale de la Santé, dont le siège est situé à Genève, en Suisse, nomme son propre Commissaire aux comptes qui peut ne pas être la même personne que celle nommée par l'OPS, auquel cas une collaboration étroite est requise entre les deux commissaires aux comptes. Des informations supplémentaires concernant l'OMS sont disponibles sur son site web à :

<http://www.who.int/fr/>

4. **Bureau des Services de contrôle interne et évaluation (IES, selon son acronyme en anglais)**

L'Organisation panaméricaine de la Santé maintient un bureau d'audit et de contrôle interne. La principale responsabilité du bureau, telle que stipulée dans l'article 12.1 du Règlement financier de l'OPS, est de fournir un examen, une évaluation et un suivi efficaces du caractère approprié et de l'efficacité des systèmes globaux de contrôle interne de l'Organisation. Divers autres types d'examens sont effectués. Les commissaires aux comptes internes et externes doivent coordonner leur travail pour éviter la duplication et promouvoir l'efficacité de l'audit.

5. **Honoraires de l'audit externe**

Les honoraires de l'audit externe pour la période 2016-2017, y compris tous les voyages et autres coûts apparentés à l'audit des entités telles que mentionnés ci-dessus, étaient de US\$ 552 000. Les honoraires de l'audit doivent être exprimés en dollars US.

ANNEXE C

**PROPOSITION REÇUE DU GOUVERNEMENT DU
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE DU NORD**



Department
of Health

David Williams
Directeur général, Finance et contrôle opérationnel
Directeur des opérations
Département de la Santé
Salle 205, 79 Whitehall, Londres, SW1A 2NS

E: david.williams@dh.gsi.gov.uk
T: 020 7210 5685

Dr C. Etienne
Directrice
Organisation panaméricaine de la Santé
525 23rd St., NW
Washington, DC 20037-2895

Cher Dr Etienne,

Je vous remercie pour vos lettres FRM/FS/A/077/16 et FRM/FS/A/021/17 demandant aux États Membres de nommer un commissaire aux comptes de réputation internationale pour devenir le Commissaire aux comptes de l' Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) pour les périodes biennales 2018-2019 et 2020-2021.

Le Royaume-Uni souhaite nommer le Bureau d' audit national du Royaume-Uni (NAO), l' Institution supérieure de vérification des comptes du Royaume-Uni, à votre considération pour entreprendre ce rôle. Le Royaume-Uni confirme que le Bureau d' audit national est conforme aux dispositions stipulées dans le document CD55/20 et nous appuyons sans réserve le Bureau d' audit national pour entreprendre cette fonction.

Veuillez trouver ci-joint la candidature du Bureau d' audit national qui comprend la proposition ainsi que l' approche et les CV. Nous souhaitons qu' elle soit prise en considération par la 29^e Conférence sanitaire panaméricaine en septembre 2017.

Veuillez agréer l' expression de notre considération distinguée.

David Williams
Directeur général, Finance et contrôle opérationnel
Directeur des opérations

Copie : M. Xavier Puente



National Audit Office

· Juin 2017

ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ

Proposition du contrôleur et vérificateur
général des comptes du Royaume-Uni pour la
prestation de services de Commissaire aux
comptes externe

Nous promouvons les normes les plus élevées dans la gestion et les rapports financiers, la conduite appropriée des affaires publiques et le changement avantageux dans la prestation des services publics.

Le contrôleur et vérificateur général des comptes est le chef du Bureau national d'audit (NAO), l'institution supérieure de vérification du Royaume-Uni. Le contrôleur et vérificateur général des comptes et NAO sont indépendants du gouvernement du Royaume-Uni et assurent les dépenses appropriées et efficaces des fonds publics et la responsabilité vis-à-vis du Parlement du Royaume-Uni. Nous vérifions les comptes de toutes les entités centrales du secteur public du Royaume-Uni ainsi que de plusieurs organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies, travail indépendant de notre rôle d'institution supérieure d'audit du Royaume-Uni. NAO est doté d'une équipe dédiée de personnel professionnellement qualifié doté d'une vaste expérience de la vérification des comptes des organisations internationales.

Table des matières

Principaux points de la proposition du Royaume-Uni à l' Organisation panaméricaine de la Santé (OPS)	4
Ressources, expérience et indépendance	6
Approche et qualité de l' audit	10
Ressources et honoraires de l' audit	15
Appendice A : curriculum vitae de l' équipe dirigeante	16
Appendice B : méthodologie de la vérification des comptes	17
Appendice C : qualité de l' audit, éthique et service clientèle	20
Appendice D : plan de travail et honoraires proposés	24

Principaux points de la proposition du Royaume-Uni à l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS)

1 J' ai le plaisir de soumettre cette proposition pour la prestation de services de Commissaire aux comptes à l' Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) pour les périodes biennales 2018-2019 et 2020-2021.

2 Le présent document offre l' information demandée dans la Note verbale sur la « Nomination du Commissaire aux comptes de l' Organisation panaméricaine de la Santé pour les périodes biennales 2018-2019 et 2020-2021 ». Je m' engage à fournir un service de vérification des comptes externe moderne, de haute qualité, professionnel et très rentable. Les honoraires indiqués correspondent uniquement au recouvrement des coûts de la vérification des comptes, conformément aux principes de l' Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), ce qui apporte une plus grande assurance en ce qui concerne l' indépendance de la vérification des comptes puisque que notre travail ne dépend pas du financement d' un gouvernement national.


3 Notre bilan montre que nous avons une expertise inégalée dans la vérification des comptes des organisations internationales, que nous avons appuyé une bonne gouvernance et une gestion du risque améliorée au sein des organisations internationales, que nous avons une vaste expertise dans la vérification des états financiers fondés sur les normes internationales de comptabilité publique (IPSAS) et que nous sommes experts dans la vérification des comptes de projets d' immobilisation, tout comme en matière de technologie de l' information et de l' usage de l' analyse des données. Nous nous efforçons de porter appui à nos clients pour améliorer la qualité et l' efficacité des services qu' ils fournissent, et cela à l' aide d' un travail de vérification des comptes fondé sur le risque. Ces compétences nous permettent de fournir des vérifications des comptes de haute qualité, de manière rentable, tout en constructive soutenant les buts et les objectifs de l' Organisation de façon constructive.

4 Nous nous efforçons d' ajouter de la valeur par le biais de la vérification externe et sommes à l' avant-garde dans notre aide aux clients internationaux pour qu' ils améliorent la qualité et la fiabilité de leurs gestions et rapports financiers en assistant nos clients à réaliser pleinement les avantages des rapports IPSAS, en améliorant leur compréhension des coûts des activités et en faisant un meilleur usage des données pour informer la prise de décisions.

5 La vérification des comptes sera un processus transparent au cours duquel nous communiquons nos conclusions à la direction tout au long de la vérification, en évitant ainsi des surprises malvenues. Notre vérification des comptes sera un processus inclusif et constructif, bâti sur la perspective de la position indépendante et objective du Commissaire aux comptes et travaillant étroitement avec la direction et les États Membres. Nous apprécions le dialogue ouvert avec la direction et les Organes directeurs pour assurer que tous sont informés de notre travail et que nous répondons de manière appropriée à leurs préoccupations et aux problèmes et défis clés qu' affronte l' Organisation. Nous assurons que la vérification des comptes est bien gérée pour minimiser l' impact du processus sur l' Organisation et pour respecter les échéances des Organes directeurs.

6 Nous réaliserons la vérification des comptes pour un honoraire de US\$ 295 000 par an durant la durée de notre mandat. Nos honoraires ont été calculés en tenant compte de la gamme complète des exigences en matière de vérification des comptes. Nous n' envisageons pas de changements dans ces honoraires à moins de changements significatifs dans la nature et le champ des opérations de l' Organisation.

Je recommande cette proposition au Comité sanitaire.


Sir Amyas C.E. Morse
Comptroller and Auditor General
United Kingdom
15 June 2017

Ressources, expérience et indépendance

Sir Amyas Morse, contrôleur et vérificateur général des comptes

1.1 Le contrôleur et vérificateur général des comptes (C&AG, selon son sigle anglais) dirige le Bureau national d'audit (NAO) et est un haut fonctionnaire de la Chambre des communes nommé en 2009 pour une période de 10 ans non renouvelable. Le C&AG est directement rattaché au Parlement britannique et ses rapports sont examinés par le Comité des comptes publics, un comité multipartite de la Chambre des communes.

National Audit Office (Bureau national d'audit)

1.2 Sous le leadership du C&AG, le NAO examine les dépenses du gouvernement central britannique au nom du Parlement. Les droits de vérification des comptes et d'inspection sont inscrits dans la législation et sont dévolus au C&AG. Le C&AG nomme les personnels du NAO, qui sont totalement indépendants du gouvernement, ne sont pas des fonctionnaires publics et ne font rapport à aucun ministre du gouvernement.

1.3 Les origines du NAO remontent à « l'Auditeur du Trésor public » en 1314 et il existe sous sa forme actuelle depuis 1983. Outre nos responsabilités de la vérification des comptes du Royaume Uni, nous avons vérifié les comptes de compagnies internationales et d'organisations des Nations Unies depuis plus de 60 ans et nous avons amassé une expérience considérable dans la conduite des vérifications de comptes internationales. De même, nous appuyons le développement de pratiques de vérification des comptes sur le plan international et participons à une variété de programmes de coopération technique avec les gouvernements nationaux et d'autres institutions supérieures de vérification des comptes.

1.4 Notre tâche a deux composantes principales..

- Notre travail de **vérification financière** fournit des assurances sur la présentation fidèle des états financiers des entités, examine l'adéquation de l'environnement de contrôle interne et confirme que les transactions ont été effectuées en conformité aux règlements pertinents. Notre travail aide les organes directeurs et autres parties prenantes à assumer la responsabilité de la façon dont ils utilisent les fonds qui leurs sont fournis.
- Notre travail de rapport **qualité-prix** pour le Parlement britannique évalue la mesure dans laquelle les organisations utilisent les fonds efficacement, rentablement et avec économie. Nous fournissons une série de rapports en ce sens, ainsi que des notes d'information et des analyses pour appuyer les enquêtes sur la valeur de l'argent des dépenses publiques. Nous menons des examens similaires dans les organes internationaux pour identifier les possibilités d'améliorations et pour assurer que les secteurs présentant inefficacité, gaspillage ou extravagances soient identifiés et y remédier. Notre expérience nous permet de tirer parti des bonnes pratiques et de faire les recommandations pertinentes à nos clients pour rendre la prestation du service plus efficace et rentable.

1.5 Notre autre travail comprend des investigations en profondeur et légales concernant des irrégularités potentielles, des rapports axés sur les bonnes pratiques en matière de fonctions essentielles, telles que les activités d'achat et les ressources humaines, et le soutien à certains comités du Parlement et à des mécanismes équivalents de gouvernance internationale et de contrôle.

Expérience

1.6 Notre longue association avec la vérification des comptes d'organisations internationales et avec les programmes de développement international et de coopération technique du Royaume-Uni et de l'Organisation des Nations Unies a donné à nos personnels une expérience précieuse de travail dans des organisations multiculturelles, multinationales et géographiquement dispersées. Ceci nous a aidés au cours des années à élargir notre approche, nos pratiques et perceptions ainsi qu'à acquérir des perspectives concernant les spécificités des opérations de l'Organisation des Nations Unies, telles que la gestion axée sur les résultats, les processus budgétaires et la gestion des programmes.

1.7 L'un des buts stratégiques du NAO dans ses activités internationales consiste à aider à promouvoir une meilleure gouvernance et responsabilisation dans la gestion financière à l'aide de notre aptitude à renforcer les capacités. Notre programme de coopération technique financée extérieurement est entrepris essentiellement avec les institutions supérieures de vérification des comptes, mais englobe également le travail avec les parlements nationaux, en particulier les comités des comptes publics.

1.8 Au sein de la famille des Nations Unies, nous avons acquis une vaste expérience de vérification des comptes de l'Organisation et de ses agences et programmes spécialisés. Le 30 juin 2016, nous avons terminé un mandat de six ans auprès du Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies (après occupé un mandat de neuf ans jusqu'au 30 juin 2001). Au cours des 10 dernières années, le C&AG a été nommé commissaire aux comptes de l'Organisation internationale du travail, du Programme alimentaire mondial, de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, de l'Office mondial de météorologie et, antérieurement, de l'OPS.

1.9 Nos missions de vérification des comptes et notre rôle de chef de file auprès du comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et d'INTOSAI nous ont maintenu à la pointe des développements les plus importants affectant les organes des Nations Unies tels que l'application et les avantages tirés des normes IPSAS, l'appui à la transformation institutionnelle et la réforme organisationnelle, l'amélioration de la gouvernance, du contrôle interne et de la responsabilité, la gestion du risque des entreprises, la technologie de l'information, la budgétisation fondée sur les résultats et les rapports de performance, domaines dans lesquels nous avons une expertise particulière et pouvons nous appuyer sur des équipes internes de spécialistes.

1.10 Le NAO possède un portefeuille divers **d'autres organes internationaux**. Pendant les cinq dernières années, le C&AG a été le commissaire aux comptes d'organisations telles que l'Organisation sur l'interdiction des armes chimiques, le Tribunal spécial pour le Liban, le Centre consultatif sur la législation de l'OMS, le Fonds international d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et l'Arrangement de Wassenaar.

1.11 Le C&AG est le Commissaire aux comptes statutaire pour tous les ministères du gouvernement britannique, qui comprend le ministère de la Santé et un grand nombre de ses entités associées. Le cas échéant nous pouvons profiter des expériences de nos collègues dans le secteur de la santé pour notre travail de vérification des comptes.

1.12 En plus d' une activité importante dans la profession comptable au Royaume-Uni, le C&AG est également :

- membre de l' Organisation internationale des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et du Conseil de l' initiative de développement d' INTOSAI (IOI) et également un membre de l' Organisation européenne des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques (EUROSAI) et
- représenté par les experts techniques du NAO qui sont membres d' un éventail de comités et de groupes de travail d' INTOSAI et d' EUROSAI, y compris ceux couvrant les normes professionnelles, le renforcement de la capacité, l' audit environnemental et la modernisation des finances et la réforme réglementaire.

Ressources disponibles

1.13 Nous employons plus de 800 employés équivalents temps plein. La plupart de nos personnels sont qualifiés ou étudiants en comptabilité et plus de 60 pour cent – la grande majorité de notre pratique d' audit financier – sont membres des principaux instituts de comptabilité ou y étudient. Nous sommes un formateur certifié auprès de l' Institute of Chartered Accountants England and Wales (ICAEW) qui est le principal débouché pour nos diplômés et les étudiants venant de terminer leurs études. Cette expertise est appuyée par d' autres membres du personnel spécialisés dans des domaines tels que les activités commerciales et fonctions contractuelles, le financement des entreprises, la transformation numérique, la gestion des opérations et processus, la livraison des projets et la réglementation.

1.14 Nous fournissons une équipe solide, hautement qualifiée et expérimentée pour la vérification des comptes de l' OPS. Les Curriculum vitae des membres seniors de l' équipe d' audit proposée figurent à l' appendice A.

Capacités linguistiques

1.15 Tout le personnel du NAO parle couramment l' anglais. Le NAO a un vaste réservoir de langues et le cas échéant, nous incluons un membre qualifié de l' équipe parlant l' espagnol. Si nécessaire, des documents détaillés ou des informations nécessitant une traduction peuvent être partagés avec notre back office. Les techniques que nous utilisons ont fait l' objet d' une élaboration poussée et ont fonctionné de manière satisfaisante pour de nombreux clients étrangers pour qui nous avons fait des vérifications de comptes.

Engagement du NAO envers la diversité

1.16 Le NAO prône l' égalité et la diversité. Grâce à notre stratégie de la diversité, nous avons réussi à recruter des effectifs diversifiés et à encourager une véritable reconnaissance de la différence positive que la diversité

peut apporter. Le NAO a reçu une certification de niveau or dans les études comparatives Opportunity Now et Race for Opportunity pour l' égalité des sexes et l' ethnicité respectivement.

Approche et qualité de l'audit

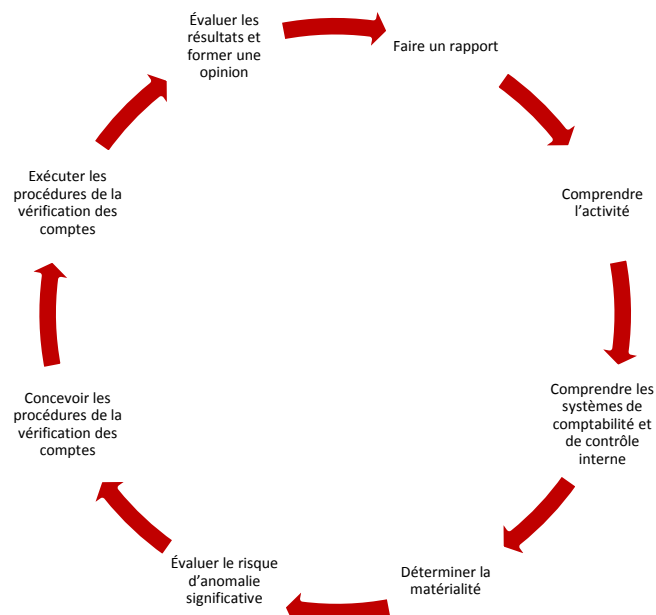
Audit financier

3.1 Notre audit financier sera exécuté conformément aux normes internationales de vérification des comptes. Notre objectif global consiste à prévoir et exécuter notre audit de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives et que les dépenses et les recettes ont été appliquées conformément aux intentions des États Membres.

3.2 Notre audit est conçu pour offrir une opinion sur la présentation fidèle des états financiers en conformité aux normes internationales de comptabilité publique et pour assurer que les transactions sont conformes au Règlement financier et aux Règles de gestion financière. Notre audit sera mené en fonction de l'importance de l'achèvement de la vérification des comptes pour le 15 avril suivant la fin de la période financière. Les étapes clés de notre approche de l'audit financier sont décrites dans la figure ci-dessous :

Figure 1

Étapes clés de l'audit financier



3.3 Ces étapes sont exécutées en trois phases principales de travail : planification, travail de terrain et achèvement qui sont résumées à l'appendice B. Pendant la durée de l'audit, nous adoptons une approche fondée sur le risque et tentons d'assurer dans la mesure du possible que les contrôles internes sont en place. Nous adoptons une approche pratique et de soutien à notre travail et maintiendrons un dialogue ouvert et régulier avec le Secrétariat pour faciliter les discussions sur les questions éventuelles.

3.4 Si possible nous cherchons à nous appuyer sur le travail effectué par le bureau d'audit interne et de contrôle et pour ce faire, nous devons assurer qu'il respecte les normes appropriées, qu'il couvre les domaines pertinents et qu'il est achevé conformément à notre calendrier d'audit. Par conséquent, nous maintiendrons un rapport étroit avec vos auditeurs internes dès le début du processus de planification de l'audit pour assurer une efficacité maximale de l'audit.

3.5 Tous les documents de travail de vérification des comptes, données factuelles et autre documentation seront conservés, examinés et gérés électroniquement à l'aide de notre logiciel d'audit institutionnel. Ce logiciel contient des programmes de travail détaillés, des listes de contrôle de vérification des comptes, des modèles de rapports normalisés et des outils pour appuyer un audit financier moderne et complet et pour étayer un examen approfondi en deux phases des résultats de l'audit. Les programmes de travail garantissent que nos vérifications des comptes couvrent toutes les exigences des normes internationales d'audit et améliorent la confiance de nos clients dans le fait que nos audits sont à la fois efficaces, conformes et documentés et répondent à une norme élevée constante.

Qualité de nos audits des états financiers

3.6 Le NAO propose un service d'audit financier de haute qualité, ce dernier étant incorporé à tous les niveaux de travail. Nos procédures de qualité comportent le même régime de suivi externe qui est appliqué aux sociétés britanniques de vérification des comptes.

3.7 La qualité est fondamentale à notre approche et à notre capacité d'aider à améliorer les services publics. Nos parties prenantes attendent beaucoup de nous et le maintien de la qualité est crucial pour offrir des commentaires crédibles faisant autorité sur la façon dont les organes publics utilisent leurs ressources. Notre engagement à la qualité se reflète dans notre réputation comme s'y attendent les audits financiers.

3.8 Les éléments clés de qualité au NAO – qui s'appliquent à notre travail d'audit, notre approche des questions éthiques et les normes de service que nos clients peuvent attendre de nous – sont résumés dans le diagramme ci-dessous. D'autres détails figurent à l'appendice C.

Figure 2

Éléments clés de la qualité de l'audit



Audit de performance ou optimisation

3.9 Tout en approfondissant notre compréhension des conditions d'opération de l'OPS, nous développerons un plan pour la période de notre mandat qui couvrira ce que nous évaluons être les risques clés de performance. Notre programme se concentrera sur les questions opérationnelles et stratégiques clés qui revêtent un intérêt pour les États Membres. Nous assurons que nous couvrons les domaines qui importent, et où nous pouvons ajouter valeur et perspective. Nous nous servons également de notre expérience pour identifier des domaines dans lesquels nous estimons que nous pouvons partager les bonnes pratiques et assurer une amélioration bénéfique.

3.10 Nous cherchons à être à l'avant-garde de l'évaluation de la performance du service public, et nous adoptons des approches et techniques novatrices. Nous travaillons avec des normes qui tirent parti des bonnes pratiques d'audit de performance, et nous sommes reconnus comme chefs de file dans ce domaine. Notre travail suit une méthodologie de processus clair qui assure que les thèmes que nous choisissons ajouteront de la valeur et que le champ de notre travail utilise nos meilleurs experts. Le travail repose sur un examen régulier pour assurer que les données factuelles de nos conclusions sont solides et que nous faisons les meilleures recommandations de valeur ajoutée. Nous faisons bon usage de notre vaste catalogue de rapports britanniques et internationaux.

3.11 Notre équipe est dotée d'une vaste expérience en matière d'audit de performance dans le système des Nations Unies et, en complément, nous utilisons un personnel d'audit de performance consacré, ayant une vaste expertise professionnelle dans des domaines spécifiques.

Modalités de transition

3.12 Nous serons en rapport avec vos auditeurs actuels et examinerons leurs rapports d'audit, lettres de gestion et toutes les conclusions qui peuvent avoir un impact sur la vérification des comptes de 2018.

Conformément aux normes d'audit internationales et aux protocoles agréés du comité des commissaires aux comptes des Nations Unies, nous demanderons l'accès aux documents de travail pertinents pour assurer que nous sommes entièrement informés sur les sujets de la vérification antérieure des comptes qui peuvent avoir une incidence sur notre travail. À l'achèvement de notre mandat, nous assurerons également une transition efficace au nouveau Commissaire entrant.

Rapports d'audit

3.13 Après notre travail initial de planification, nous conviendrons de notre lettre d'engagement et préparerons notre stratégie d'audit. Nous estimons qu'il est important d'engager la gestion rapidement sur les risques d'audit essentiels identifiés pour assurer que notre vérification des comptes est axée sur les risques et défis concernant l'OPS et ses Organes directeurs. Notre stratégie exposera :

- notre approche globale de l'exécution de l'audit, y compris l'audit de performance,
- notre opinion sur les risques d'audit clés auxquels l'OPS est confrontée et notre approche planifiée de l'audit,
- le calendrier détaillé pour l'achèvement de la tâche,
- notre liaison avec l'audit interne et
- les responsabilités relatives de l'OPS et du NAO pour assurer un audit complet et réussi.

3.14 À la conclusion de notre travail d'audit, conformément aux normes internationales sur l'audit 260, nous émettrons un rapport d'achèvement de l'audit, qui comprend les observations essentielles de contrôle interne et nos recommandations pour renforcer l'environnement de contrôle de l'OPS. Notre rapport d'achèvement d'audit décrira :

- nos opinions proposées d'audit sur les états financiers ;
- tous les problèmes importants qui à notre opinion d'auditeurs indépendants, devraient être portés à l'attention du Secrétariat et/ou des Organes directeurs, y compris toute anomalie identifiée et ajustements apportés et
- toutes recommandations à la gestion en vue d'améliorations des opérations, de la gouvernance et des contrôles de l'Organisation.

3.15 Nous présenterons également à la direction (personnes chargées de la gouvernance) le projet de rapport du commissaire aux comptes contenant les principales conclusions et recommandations émanant de notre travail, en temps suffisant pour que la Directrice fasse ses commentaires afin que nous en tenions compte dans la finalisation du rapport. À la suite de la certification des états financiers, le rapport du commissaire aux comptes sera présenté aux Organes directeurs. L'équipe de l'audit sera disponible pendant toute la durée de notre mandat pour

assister la direction de l' OPS et sera heureuse de fournir notre opinion d' audit sur toute question comptable technique ou autre question qui se présentera.

Communication avec les États Membres

3.16 Nous assisterons aux réunions des Organes directeurs selon les besoins. En plus de ces réunions, notre but est de tenir les États Membres informés tout au long de la vérification des comptes et de discuter de toutes les questions au plus tôt. Le directeur et le chargé de l' audit seront disponibles pour se réunir et discuter des préoccupations que les membres peuvent avoir sur une base ponctuelle selon les besoins.

Ressources et honoraires de l'audit

Honoraires

4.1 Nos honoraires sont calculés en fonction du temps que nous passons sur les affaires des clients et en fonction des niveaux de compétence et de responsabilité du personnel concerné. Nous avons estimé que notre audit de l' OPS nécessitera 13 auditeurs-travail-mois, incluant la planification (juillet), l' audit intérimaire (novembre) et les visites d' audit finales (février) au siège, ainsi que deux visites de terrain aux bureaux des représentants et centres techniques. Nous pouvons exécuter l' audit pour un honoraire de US\$ 295 000 par an sur la durée de notre mandat. Une ventilation plus détaillée figure à l' appendice D.

4.2 Nos honoraires correspondent au recouvrement de nos coûts ; ceci vous donne une assurance supplémentaire sur notre indépendance car nous n' auront pas besoin de ressources provenant de gouvernements nationaux pour exécuter notre audit.

4.3 Cette proposition a été soumise sur le fait que le NAO sera le seul responsable pour l' exécution des exigences de la vérification des comptes. Le NAO travaille étroitement avec d' autres institutions supérieures d' audit et selon les besoins, et avec l' accord du client, il est possible que nous cherchions la participation d' auditeurs d' autres institutions supérieures d' audit si cela s' avère nécessaire et avantageux.

Hypothèses

4.4 En préparant ce devis des honoraires, nous avons fait les hypothèses suivantes :

- La nature et le champ des activités de l' OPS ne changeront pas beaucoup de ceux divulgués dans les états financiers de 2015.
- L' OPS fournira des états financiers entièrement conformes aux normes IPSAS, avec documentation à l' appui, à des dates cibles convenues. Nous nous attendons à ce l' OPS fournisse un projet d' états financiers de haute qualité et examiné par la gestion, au début de chaque visite finale d' audit.
- L' OPS fournira les données des transactions à l' équipe d' audit sous un format électronique largement accepté que nous pourrons utiliser dans notre travail d' audit. Nous discuterons et conviendrons du format approprié au début du processus de planification.
- L' indépendance des rapports du Commissaire aux comptes aux Organes directeurs sera conforme aux termes de référence régissant la vérification externe.

4.5 Nous serions heureux de considérer des projets séparés de vérification des comptes ou un travail supplémentaire au-delà de celui nécessaire pour appuyer les opinions d' audit. Les termes de référence et redevances pour ce travail seront négociés séparément.

Apêndice A: currículos da equipe sênior



Sir Amyas Morse: C&AG

Amyas est né à Edinbourg, et est membre de l' Institute of Chartered Accountants d' Écosse. Il a dirigé le bureau Coopers and Lybrand en Écosse, avant de se rendre à Londres pour diriger le London City Office. Par la suite, il est devenu le partenaire exécutif de la firme britannique Coopers and Lybrand. Quand PricewaterhouseCoopers a été formé, il en a pris les responsabilités mondiales et a servi en tant que dirigeant mondial de la pratique de certification (audit et services connexes), et ensuite en tant que directeur partenaire mondial (Opérations).

Amyas a rejoint le ministère de la Défense en juillet 2006 en tant que directeur commercial de la Défense. Durant ses fonctions de directeur commercial de la Défense, il a été chargé de forger les relations du Département avec l' industrie, et il a joué un rôle essentiel dans l' accord de modalités commerciales stratégiques. Plus largement au sein du gouvernement, il a été membre du Major Projects Review Group, du Public Sector Board of the Chartered Institute of Purchasing and Supply et d' un National Health Service Project Board. Amyas a été nommé C&AG en 2009.

Amyas vient de terminer un mandat de six ans au Conseil des auditeurs des Nations Unies ; il a été président du Conseil en 2013 et 2014 et a été vice-président du Comité des commissaires aux comptes des Nations-Unies pendant 2015 et 2015.



John Thorpe: Dirigeant exécutif

John est le dirigeant exécutif qui supervise le travail du NAO sur les engagements internationaux. Il est également responsable de notre travail au sein d' une série d' autres portefeuilles incluant le transport, l' énergie, l' environnement et les affaires rurales, la sécurité sociale et les systèmes fiscaux. John est qualifié comme comptable avec le NAO. Il possède une vaste expérience parmi une série de pratiques d' audit financier du NAO, y compris au Bureau de l' équipe technique et de soutien des pratiques d' audit britanniques. John a travaillé sur une large gamme de missions de vérification, y compris une période de quatre ans sur des missions pour le système des Nations Unies, lors desquelles il a dirigé les équipes sur l' audit de l' Organisation mondiale de la Santé et l' Organisation internationale du Travail.



Damian Brewitt: Directeur de mission

Damian a une carrière de plus de 23 ans dans la vérification externe et il est comptable agréé qualifié. Les premières années de sa carrière professionnelle ont consisté à vérifier les comptes des administrations locales et le service de santé auprès de la commission d' audit.

En 2003 Damian a rejoint le NAO avec la responsabilité de l' audit d' agences spécialisées des Nations Unies et d' autres organisations internationales, qui à l' époque comprenait l' audit de l' Agence internationale de l' énergie atomique, l' Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Programme alimentaire mondial, l' Organisation météorologique mondiale et l' Organisation international du travail.

Plus récemment il a travaillé sur un nombre de portefeuilles importants et de haut profil incluant la culture, les médias et le sport (dont les Jeux olympiques de Londres 2012) et le ministère de la Défense. Damian a été chargé du portefeuille du conseil des auditeurs de l' organisation des Nations Unies basé en Europe, y compris le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies et l' Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Damian est toujours chargé du travail international résiduel britannique et de l' audit du parlement britannique.



Simon Irwin: Chargé de mission

Simon a une carrière de 27 ans avec le NAO et est un comptable qualifié. Il possède une vaste expérience avec nos clients des Nations Unies et autres clients internationaux. Simon dirige également notre travail d' analyse des données apportant une dimension différente à notre audit des états financiers.

Simon est un dirigeant expérimenté avec des connaissances exhaustives de notre portefeuille de clients de l' Organisation des Nations Unies. Il est doté d' une solide expérience concernant IPSAS et IFRS et a récemment travaillé avec le Secrétariat des Nations Unies sur la gestion de l' audit du Volume I et la supervision de la transition aux normes IPSAS et à la mise en œuvre d' Umoja. Auparavant, il a travaillé avec de nombreux organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Il représente le Royaume-Uni au groupe technique du comité des commissaires aux comptes de l' Organisation des Nations Unies.

Appendice B : méthodologie de l'audit financier

Principaux éléments de notre méthodologie d'audit financier

Établissement du plan d'audit

Nous établissons notre plan d'audit en consultation avec la direction, les personnes chargées de la gouvernance et de l'audit interne et les parties prenantes clés. Nos objectifs sont :

- la compréhension interne et développements externes,
- la compréhension des risques posés à l'Organisation et
- la compréhension des processus clés, des contrôles en place et l'assurance que nous entendons obtenir de ces contrôles.

Le rapport de planification de l'audit incorpore les réponses planifiées que nous comptons apportées en réponse aux principaux risques identifiés en matière d'anomalies matérielles.



Vérification des états financiers

Nous testons les contrôles et testons substantivement les transactions et déclarations avec pour objectifs :

- d'obtenir des assurances sur les principaux risques identifiés au titre de la phase de planification de l'audit,
- d'obtenir des assurances que les soldes des comptes, les transactions et déclarations ne contiennent pas d'inexactitudes significatives,
- d'obtenir des assurances que les transactions sont régulières et conformes aux intentions des États Membres et
- d'obtenir des assurances que les états financiers sont préparés en conformité avec le cadre de rapport financier pertinent.

Nos procédés de corroboration comprendront une combinaison de tests de détail, de procédures analytiques et l'utilisation de l'analytique des données.



Conclusions et rapport

Les résultats de notre travail d'audit mèneront à :

- la proposition de l'opinion (ou opinions) d'audit au C&AG,
- la confirmation que l'équipe d'audit est restée indépendante et objective pendant toute la mission,
- le rapport sur les questions de gouvernance et autres conclusions de notre audit.

Nous préparons notre rapport d'achèvement de l'audit, l'opinion d'audit et le rapport d'audit sous forme longue à l'intention des États Membres.

Approche fondée sur le risque

1 Nous planifions notre audit pour répondre aux risques d' anomalies matérielles dans les transactions et les soldes des états financiers, et informons ceux chargés de la gouvernance de la façon dont notre évaluation du risque a influencé la nature et le champ de notre travail.

Matérialité

2 Le concept de matérialité reconnaît que les états financiers sont rarement absolument corrects et qu' une vérification des comptes est conçue pour fournir une assurance raisonnable plutôt qu' absolue que les états financiers sont exempts d' anomalies matérielles.

3 Durant le processus de planification, nous déterminons un niveau de matérialité qui offre une base pour nos procédures d' évaluation détaillée du risque et pour déterminer la nature, le calendrier et le champ d' autres procédures d' audit. Ce niveau est une question de jugement professionnel et est fondé sur notre jugement concernant la sensibilité à l' erreur des usagers du compte. Les niveaux que nous appliquons typiquement au NAO sont de 0,5 pour cent à 2 pour cent des dépenses brutes/chiffre d' affaires ou actifs bruts.

Recours à d' autres entités

4 Nous sommes en rapports étroits avec le **bureau de contrôle interne** pendant la durée de l' audit et cherchons à avoir des assurances de leur travail le cas échéant. Nous partageons également les évaluations du risque, prenons des mesures pour éviter la duplication et considérons les résultats du travail d' audit interne dans notre propre planification.

5 Le cas échéant nous pouvons avoir recours au travail d' experts engagés par la direction pour, par exemple, l' évaluation des prestations des employés.

Recours aux contrôles

6 Nous avons recours aux contrôles lorsque possible pour la qualité et/ou l' efficacité de l' audit. Dans de nombreux cas, le recours aux contrôles nous permettra de réduire sensiblement le volume de nos autres tests.

7 Nous pouvons avoir recours aux contrôles automatisés pour simplifier davantage notre approche de l' audit, et tirer parti de l' expertise d' auditeurs spécialisés en TI lorsque nécessaire.

Coordination de l' audit

8 Notre « calendrier de liaison client » déterminera les livrables convenus et les conditions clés d' information pour appuyer l' audit. Nous conviendrons également des protocoles pour la communication des questions sur l' audit. Notre processus préféré est de maintenir un registre sur les questions en cours dans un environnement de travail partagé ; ceci inclut un tableau de bord soulignant les questions clés et les progrès de la vérification des comptes pour la haute direction. Ceci apporte une pleine

visibilité de l'audit et offre une base à la direction pour répondre aux questions soulevées et pour mettre en relief rapidement les domaines potentiels pour les recommandations de l'audit.

9 À la fin de chaque visite d'audit programmée, les constatations et conclusions émergentes émanant du travail seront présentées à la direction. Toutes les constatations seront discutées avec la direction et le Directeur aura l'opportunité de faire des commentaires sur le projet de rapport avant sa finalisation.

Fraude

10 Nous nous conformons aux conditions d'ISA 240 La responsabilité de l'auditeur de considérer la fraude dans un audit d'états financiers. Sachant qu'on ne peut pas se fier à notre audit pour identifier toutes les inexactitudes, nous planifions notre audit des états financiers de façon à avoir une attente raisonnable concernant l'identification des inexactitudes matérielles (y compris celles résultant de fraude)..

11 Nous incorporons un élément d'imprévisibilité au titre de notre approche, et informons ceux chargés de la gouvernance de notre approche du risque de fraude, où nous identifions la fraude et où nous obtenons l'information qui indique la possibilité de fraude.

Systèmes d'information

12 Nous utilisons intensivement les techniques d'audit assistées par ordinateur y compris l'application d'un logiciel d'interrogation pour analyser les transactions effectuées. Ainsi nous sommes en mesure d'identifier les tendances et les schémas dans le mouvement de soldes de comptes importants qui nous aident à identifier les risques potentiels pour investigation détaillée future, tels que des écritures inhabituelles, et à obtenir une plus grande efficacité dans notre approche de l'audit.

13 Nous utilisons également des analyses de données sophistiquées à l'appui de notre travail d'audit pour obtenir une plus grande perspective des opérations des clients en examinant des groupes complets de transactions pour identifier les tendances et les valeurs aberrantes et pour démontrer aux clients comment faire un meilleur usage de leurs données existantes. Par exemple, nous pouvons effectuer une analyse détaillée des coûts et des processus opérationnels dans des domaines clés tels que les achats, les dépenses de voyage, les salaires et d'autres coûts du personnel, et les budgets.

Appendice C : qualité de l'audit, éthique et service clientèle

Comment nous favorisons la qualité dans notre travail d'audit

Leadership

1 Avec l'équipe du leadership, le C&AG assume la responsabilité globale de la qualité et de la direction stratégique de notre travail. Le comité de pratique et de qualité de l'audit supervise notre politique relative à la qualité technique en leur nom. Le leadership opérationnel sur la qualité est assuré par le Directeur du contrôle de qualité. À son tour, le Directeur est appuyé par les équipes techniques et de vérification de la conformité, ainsi que des concepts de qualité au niveau directeur.

Engagement avec la profession générale

2 Le NAO est représenté à plusieurs niveaux dans la profession y compris au Conseil ICAEW et les comités de rapports financiers, le Conseil consultatif des rapports financiers du Trésor britannique et à un nombre d'entités internationales d'auditeurs publics. Avec notre collaboration avec les firmes partenaires du secteur privé, ces interactions nous aident à partager les bonnes pratiques, à apprendre des autres et à harmoniser notre méthodologie par rapport à des organisations comparables. Le NAO est un membre actif du Comité des Commissaires aux comptes des Nations Unies et a été un chef de file pour le développement de l'approche de la façon d'entreprendre ces audits. Nous sommes également des participants actifs à INTOSAI et EUROSAI pour l'élaboration de politiques et l'adoption des bonnes pratiques.

Conformité aux normes professionnelles et formation

3 Nous nous conformons aux normes internationales d'audit (ISA) dans tous nos audits financiers. La conformité est appuyée par le Manuel d'audit financier du NAO, qui offre des orientations détaillées sur la façon dont la méthodologie d'audit du NAO interprète et applique les ISA.

4 Ces politiques sont étayées par des régimes de formation approfondie en interne conçus pour développer le personnel à la formation, pour maintenir les compétences du personnel qualifié alors que les normes de comptabilité et d'audit évoluent et continuent à développer le personnel. L'ensemble du personnel professionnel employé par le NAO devrait satisfaire une cible annuelle minimum de 40 heures de développement professionnel continu au sein de la série de formation et développement au niveau de l'efficacité professionnelle, de gestion et personnelle.

Expertise dans les cadres de rapports financiers aux normes de l'industrie

5 Le NAO a été un catalyseur clé de la transition du gouvernement britannique aux normes de rapports financiers internationaux (IFRS) et environ 90 pour cent de nos clients l'utilisent. Le NAO a été une force dominante en préconisant et appuyant la transition aux Normes internationales de comptabilité du secteur public (IPSAS) aux Nations Unies et les agences spécialisées. Notre personnel compte des experts en IPSAS, IFRS et GAAP britannique.

Contrôle de qualité et prise en compte du risque

6 Procedimentos de qualidade são incluídos em cada etapa das nossas auditorias financeiras por meio de:

- l' adaptation des ressources que nous déployons au niveau de complexité et de risque posé par la vérification des comptes ;
- un examen en deux phases de tous les dossiers d' audit ; et
- une consultation avec notre équipe technique et/ou un « panel d' audit » convoqué spécialement avec les membres seniors sur toute question de jugement important concernant la vérification des comptes.

7 Pour les audits à risque plus élevé et les nouveaux engagements d' audit tels que celui-ci, nous demandons également un examen de contrôle de qualité par un directeur indépendant du NAO. Enfin, nous menons des 'examens à froid' rétrospectifs de notre travail d' audit.

Suivi externe

8 Chaque année, l' équipe d' examen de la qualité de l' audit du Conseil des rapports financiers (FRC¹) britannique inspecte un échantillon de nos audits. La même équipe inspecte également les plus grandes firmes d' audit du secteur privé.

9 Les résultats de nos examens à froid et de l' inspection annuelle du FRC offrent des indicateurs précieux de domaines de notre méthodologie ou pratique qui peuvent bénéficier d' une attention particulière. Ces domaines proviennent des résultats des inspections individuelles menées sur une base d' échantillon, et des domaines choisis annuellement par le FRC pour des axes thématiques.

10 Nous communiquons à l' ensemble du personnel les résultats des inspections du FRC (et de nos examens à froid), et des actions que nous avons prises pour leur répondre.

Protéger notre indépendance et objectivité

11. Pour que notre travail ait l' impact et l' influence requis, nous devons maintenir des normes élevées d' éthique et de probité, et travailler dans un cadre de valeurs qui préservent l' indépendance de l' audit constitue l' une des quatre valeurs de NAO qui étaye l' ensemble de notre travail.

Normes éthiques

12 12 En plus de la conformité aux ISA, nous exigeons que le personnel respecte les normes éthiques pour les auditeurs publiées par le FRC et les normes internationales sur le contrôle de qualité des audits (ISQC 1). Le Directeur du contrôle de qualité est chargé d' assurer la conformité à ces normes et de créer une culture de professionnalisme, rigueur et ouverture aux défis. Les caractéristiques clés de notre cadre pour promouvoir les normes éthiques les plus élevées comprennent :

¹ Le Conseil des rapports financiers établit les normes pour l' audit et assure le suivi et applique les normes d' audit

- des cours spécifiques de formation et une déclaration annuelle de code de conduite ;
- des procédures pour identifier les menaces et mettre en place les sauvegardes nécessaires sur les audits individuels ; et
- la rotation des hauts responsables tous les cinq ans – au-delà de ce qui est demandé par les normes.

Fournir un service de qualité à nos clients

13 Nous sommes engagés à développer et maintenir des relations positives avec nos clients et avons un bilan solide en la matière, avec les entités que nous auditons. Nos clients sont satisfaits de notre engagement actif et du soutien technique, des conseils et de l'expérience qu'offre notre équipe.

Ajouter de la valeur à travers nos audits financiers

14 Nous avons l'intention d'ajouter de la valeur par le biais de notre audit en :

- partageant les perspectives émanant du travail plus large du NAO;
- fournissant aux clients des outils pratiques, tels que les ressources conçues pour appuyer les comités d'audit², la divulgation de listes de contrôle pour les états financiers et des orientations et notes d'information sur les questions comptables ; et
- faisant des recommandations fondées sur le risque à la suite des conclusions de notre travail d'audit, conçues essentiellement pour améliorer la gestion financière, la gouvernance ou les rapports financiers de l'OPS.

Notre approche à la relation d'audit

15 Notre engagement envers nos clients comprend :

- disponibilité au juste niveau pour répondre aux besoins des clients, en particulier à des questions importantes soulevées par la direction ou les organes directeurs ;
- considération des circonstances et préoccupations spécifiques de nos clients ;
- adoption d'une approche structurée de l'engagement aux clients impliquant des communications régulières planifiées tout au long de la vérification des comptes ;
- consultation précoce sur nos plans et les questions telles que nous les comprenons ;
- suivi actif et transparent des questions en suspens ; et
- communication des problèmes majeurs lorsqu'ils sont identifiés pour promouvoir une philosophie 'sans surprise', maximiser la chance d'une résolution positive, et pour augmenter l'impact de nos conclusions ou recommandations.

² <http://www.nao.org.uk/performance-improvement/support-to-audit-committees/>

Rechercher des améliorations continues

16 Nous nous efforçons activement de développer nos relations avec les clients tout au long du processus d'audit et tenter d'obtenir leur réaction sur la façon dont nous accomplissons notre tâche, en particulier à la suite de l'achèvement d'étapes importantes. Ceci nous aide à maximiser l'efficacité de l'audit et la valeur que nous ajoutons, ainsi qu'à améliorer l'expérience de l'audit pour nos clients.

Sécurité de l'information

17 Nous prenons au sérieux la sécurité des données de nos clients. Nos engagements spécifiques à la gestion appropriée de données sensibles sont stipulés dans la Déclaration du NAO sur la gestion des données personnelles³. Nos engagements clés consistent à uniquement demander des données personnelles lorsque cela est nécessaire, à convenir avec vous à l'avance de la façon dont nous utilisons, sécurisons, détruisons et justifions ces données et à autoriser toutes les demandes par un employé de niveau supérieur.

18 Nos systèmes de TI sont accrédités à un niveau d'impact élevé qui nous permet de stocker des données hautement sensibles lorsque cela est nécessaire aux fins de l'audit. Nos mesures de protection incluent plusieurs niveaux de contrôle d'accès pour lesquels nous sommes accrédités extérieurement. Ces mesures nous permettent de conserver en sécurité des données sensibles au sein de fichiers cryptés et de communiquer à la conclusion de notre audit sur leur destruction ou leur rétention sécurisée..

³ <http://www.nao.org.uk/freedom-of-information/wp-content/uploads/sites/1312013/03/Statement-on-the-Management-of-Personal-Data-at-the-NAO.pdf>

Appendice D : plan de travail et honoraires proposés

Journées travaillées et coût annuel de l' audit de l' OPS (US dollars)				
	Journées travaillées⁶	Coût	Frais de voyage et séjour	Coût total
Planification	45	33 000	15 200	48 200
Audit intérimaire	50	45 000	20 900	65 900
Audit Final	75	67 500	31 300	65 900
Visites de terrain (2 visites/an)	30	36 000	16 600	52 600
Achèvement et rapport	70	26 000	3 500	29 500
Total	280	\$207 500	\$87 500	\$295 000

⁶. Un mois de travail équivaut à 22 jours